

En poste depuis 2006, Evo Morales, le premier président indigène de Bolivie, a été renversé par un coup d'État. Des débats sur la manière dont cela est arrivé et ce que cela signifie ont proliféré dans la gauche à l'échelle internationale. Ashley Smith a discuté avec Jeffery R. Webber et Forrest Hylton, deux observateurs de longue date de la Bolivie, pour mieux comprendre les problématiques en jeu.

Cet entretien initialement publié sur le blog des éditions [Verso](#) et a été traduit par Sophie Coudray.

Quel genre de coup d'État a eu lieu en Bolivie et quels enjeux y a-t-il à appeler cela un coup d'État ?

La première chose à souligner, c'est qu'un coup d'État est un événement qui est mieux compris dans le cadre d'un processus historique plus large ; il s'agit d'appréhender l'événement et le processus en relation l'un avec l'autre. Dans une perspective régionale, on pourrait situer le coup d'État bolivien plus ou moins à mi-chemin entre le coup d'État militaire « dur » du Honduras en 2009 et le coup d'État parlementaire « soft » contre Fernando Lugo au Paraguay en 2012 et Dilma Roussef au Brésil en 2016, avec une différence cruciale – en Bolivie, l'extrême-droite a coopté et détourné la manifestation de masse centriste des classes urbaines moyennes qui a précédé le coup d'État, la poussant dans une direction violente. Le fait est qu'il n'y a actuellement aucun modèle applicable à tous les coups d'État en Amérique latine, mais plutôt un large spectre d'approches menant à des changements de régime destinés à rétablir le consensus de Washington.

L'enjeu qui réside dans le fait de désigner ce qui s'est passé en Bolivie comme un coup d'État n'est rien de moins qu'une question de légitimité politique. Les anciens présidents Dilma Roussef et Luis Ignacio da Silva au Brésil ; l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner et le président Alberto Fernández en Argentine ; ainsi que les gouvernements d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique et de Tabaré Vázquez en Uruguay ont appelé cela un coup d'État, alors que les gouvernements du Brésil, d'Argentine et de Colombie, pour ne nommer que certains des pays se trouvant dans l'orbite des États-Unis, ont refusé de le faire. Le Brésil, qui est sans doute le gouvernement le moins légitime dans l'hémisphère à ce jour, a été le premier pays à reconnaître le gouvernement post-coup d'État.

Qu'est-ce qui a mené à ce coup d'État ?

Le dimanche 20 octobre 2019, Evo Morales, le leader du Mouvement vers le socialisme (MAS) et président depuis 2006 a aspiré à un quatrième mandat. Morales est arrivé au Palacio Quemado, ou le Palais brûlé, comme est désignée la résidence présidentielle, avec 54 % du vote populaire, porté par un mouvement indigène de gauche de proportion quasi insurrectionnelle entre 2000 et 2005. Depuis, il a remporté plusieurs élections et plébiscites, tous avec plus de 60 % du vote populaire et avec une avance considérable sur ses principaux opposants.

Mais cette année, sans surprise, fut différente. Pour la première fois, le scrutin allait être relativement clivé, dessinant les contours de ce qui avait été, pendant des années, un spectre d'opposition de droite fragmenté régionalement et malheureux derrière Carlos

Mesa, ancien Vice-président sous Gonzalo Sánchez de Lozada, ou Goni, et Président entre 2003 et 2005 après le départ de Goni suite à des manifestations populaires massives. Mesa dirige la coalition Comunidad Ciudadana (Communauté Citoyenne) et incarne ce que Tariq Ali a appelé l'extrême-centre. Congénitalement inefficace, après le 20 octobre, il a été balayé à une vitesse vertigineuse par une figure grotesque d'extrême-droite, Luis Fernando Camacho, le président shooté à la Bible du comité civique de Santa Cruz, qui s'identifie à Macho Camacho.

Fondamentalement, la popularité de Morales a souffert depuis qu'il a perdu un référendum populaire le 21 février 2016 - 51 % des votants ont dit « non » suite à des scandales et allégations de corruption - portant sur le fait d'amender la constitution afin de lui permettre de se présenter pour un quatrième mandat aux élections d'octobre 2019. À travers une série de manœuvres légalement douteuses que nombre d'analystes avaient correctement anticipées, il a ignoré ces résultats et a obtenu l'approbation de l'autorité étatique compétente pour se représenter - cela n'a pas été contesté, à l'époque, par Luis Almagro, le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA). Le référendum est devenu le cri de ralliement des classes moyennes urbaines et des comités civiques régionaux espérant détrôner Morales, mais incapables de le faire par le biais électoral.

Selon le système électoral bolivien, pour éviter un second tour, le candidat en tête doit obtenir plus de 50 % des voix ou plus de 40 % des voix et une avance de 10 % par rapport au candidat qui se trouve en seconde position. Au soir du 20 octobre, le « comptage rapide » des voix - ou la Transmisión de Resultados Electorales Preliminares (Transmission des résultats électoraux préliminaires, TREP), qui n'a pas de valeur légale - a été régulièrement mis à jour sur le site internet du Tribunal électoral suprême (TSE).

Avec 83,8 % du comptage rapide des votes, le site internet du TSE a indiqué que Morales menait avec 45,3 %, Mesa étant en seconde position avec 38,2 %. Il est donc apparu qu'on se dirigeait vers un second tour. À ce stade, le TSE a inexplicablement interrompu la transmission en direct du comptage rapide des bulletins de vote après que les 83 % de votes aient été comptés, ce qui a conduit Mesa à crier à la fraude.

Dans les jours qui ont suivi, quatre explications distinctes et contradictoires de l'interruption ont été apportées par le TSE ainsi que par des représentants du gouvernement - (1) qu'ils ne voulaient pas superposer le comptage rapide des voix au décompte officiel, qui avait déjà été amorcé ; (2) qu'il y avait eu une alerte concernant une cyberattaque et que l'interruption était due à des mesures de sécurité ; (3) qu'ils s'arrêtent toujours autour de 80 % du comptage rapide ; et (4) qu'il leur manquait 17 % des votes du fait que des zones rurales n'avaient pas un accès à internet suffisant pour envoyer les photos correspondant au décompte des bulletins de vote.

Pour aggraver les choses, le vice-président du TSE Antonio Costas a démissionné, indiquant qu'il n'avait pas été informé de l'ordre de stopper le TREP, ce qui « n'était pas une bonne décision ». Sa démission était néanmoins énigmatique : il a indiqué l'avoir fait par principe, mais qu'il n'y avait pas eu d'altération des résultats. Cela ne constitue pas une preuve, même circonstancielle, de fraude.

Vingt-deux heures plus tard, dans la soirée du 21 octobre, la transmission du comptage rapide des résultats a été relancée, le site internet révélant maintenant 95,63 % des voix comptabilisées. L'écart entre Morales et Mesa s'était creusé durant cet intervalle de temps. La différence entre les deux candidats était alors de 10,12 % selon le comptage rapide des voix. Morales avait déjà annoncé qu'une fois les votes ruraux comptabilisés, il était certain

qu'il n'y aurait pas besoin d'un second tour. Là encore, il n'y a pas d'autre preuve corroborant les allégations de fraude électorale proférées par Mesa que la certes douteuse interruption des résultats du comptage rapide des voix.

De violentes manifestations d'opposition, menées par Mesa, ont éclaté ce lundi soir à travers le pays, avec l'incendie de plusieurs bureaux du tribunal électoral, même si les partisans du MAS sont simultanément sortis dans les rues en célébration de la victoire. Le décompte officiel des voix a été achevé quelques jours plus tard, et donnait 47,08 % à Morales et Carlos 36,51 % à Mesa - une différence de 10,54 % qui en faisait une victoire au premier tour pour Morales. Malgré un déclin du soutien, les résultats officiels indiquent également que le MAS s'est assuré une majorité aux élections législatives, avec 68 sièges sur 130 à la Chambre des députés et 21 sièges sur 36 au Sénat.

Qu'est-ce qui explique le désastre politique de cette interruption ? Un rapport des analystes du Centre sur les recherches économiques et politiques (CEPR) suggère que le TSE a toujours été dans la seule obligation de faire le comptage rapide de 80 % des voix et que cette pratique a été courante lors des élections passées. Ils suggèrent que la réouverture du comptage rapide des voix presque 24 h plus tard a été consécutive à la requête de l'OAE et que l'écart s'étant creusé dans le scrutin entre Morales et Mesa au cours de la période de *black-out* est cohérent avec les votes des zones rurales, qui sont arrivés plus tard pour diverses raisons prévisibles.

Morales a toujours bénéficié d'un soutien plus important dans les périphéries - presque deux fois plus de votes, lors des précédentes élections, dans les petites villes et les zones rurales que dans les centres urbains majeurs de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Le rapport du CEPR affirme par ailleurs que l'OAE n'a fourni aucune preuve suggérant une quelconque incohérence dans la totalisation du décompte officiel, le seul décompte des votes à valeur légale, malgré la remise en question de la validité des résultats électoraux. L'audit des résultats électoraux par l'OAE, émise le 9 novembre, a qualifié d'« improbable » les changements dans le pourcentage des votes en faveur de Morales, mais n'a fourni aucune preuve d'une fraude effective.

Comment les opposants de Morales, à l'extrême-centre et à l'extrême-droite, ont-ils réagi à cette situation ?

Le ton était donné avant même l'audit de l'OAE, avec une opposition rejetant l'audit lorsqu'il a d'abord été proposé par l'OAE et accepté par le gouvernement. L'opposition, toujours menée en principe par Mesa, a crié à la fraude électorale, en rejetant pourtant l'offre d'un nouveau décompte, et en appelant à une campagne intensifiée de protestations (violentes) et de manifestations pour renverser Morales. Étant donné ce maximalisme, il était prévisible que Mesa soit dépassé par les forces obscures qu'il a contribué à déchaîner.

Morales a significativement perdu en légitimité après février 2016, quand il a simplement ignoré les résultats négatifs du référendum, tout particulièrement au sein de la classe moyenne urbaine, qui s'est considérablement amplifiée sous son gouvernement. Le comportement étrange du TSE et des responsables gouvernementaux concernant l'interruption de la transmission du comptage rapide des voix le 20 octobre n'a pas contribué à arranger les choses pour le camp Morales.

C'est donc sans surprise que la radicalisation de la droite des plaines orientales, liée à

l'agro-industrie et à l'extraction de gaz et de pétrole, de même que les groupes de jeunes paramilitaires racistes, a immédiatement suivi. Luis Fernando Camacho, jusqu'ici peu connu en dehors du département de Santa Cruz dans les plaines orientales, est devenu la figure de proue d'une révolte nationale qui vient principalement de classe moyenne urbaine.

Camacho vient d'une famille riche de Santa Cruz ayant des intérêts dans l'agro-industrie et la finance. Il a dirigé le groupe néofasciste de jeunesse Union Juvenil Cruceñista (UJC), qui a mené des actions de violence de rue contre des vendeurs ambulants indigènes dans la ville de Santa Cruz au cours d'une campagne de déstabilisation ratée contre Morales en 2008. L'UJC a régulièrement utilisé le symbole nazi du swastika par le passé et a mené des actions en collaboration avec l'organisation fasciste Falange Socialista Boliviana.

Un chrétien évangélique « born again » [« nouveau chrétien »], le « Macho Camacho » âgé de 40 ans, a beaucoup en commun avec le Jair Bolsonaro du Brésil : tous deux ont consolidé une alliance avec les évangélistes, les paramilitaires et les éleveurs de bétail. Après des années d'opposition de droite traditionnelle et inefficace, à l'instar de celle menée par Samuel Quiroga, Samuel Doria Medina et Mesa, Camacho est venu combler un vide qui a découlé d'une querelle de pouvoir qui éclate au sein du comité civique de Santa Cruz au début de 2019. Ce comité a longtemps été l'institution regroupant les intérêts des élites réactionnaires de la plaine et de diverses branches du capital agricole, financier, commercial, industriel et de stupéfiants dans cette partie du pays, un bloc social qui a systématiquement été favorisé par les dictatures militaires dans les années 1960 et 1970 et par la partitocratie néolibérale qui leur a succédé dans les années 1980 et 1990.

Camacho a réussi à unir les fils hétérogènes de l'opposition, notamment en passant des pactes avec des secteurs populaires qui s'étaient éloignés du gouvernement de Morales au cours des quatre ou cinq dernières années. Parmi ces derniers se trouvent les Ponchos Rojos, un groupe indigène Aymara dissident des hauts-plateaux de l'ouest, des paysans cultivant la coca de la région de Yungas, des sections des syndicats des mines appartenant à l'État, ainsi que des syndicats des transports. Il a également forgé une alliance décisive avec le président du comité civique de Potosí, Marco Pumari, un indigène fils de mineur et leader du conflit régional entre Potosí et le gouvernement national, concernant la redistribution des futures richesses générées par l'extraction du lithium des gisements de cette partie du pays.

Qu'en est-il des forces au sein de la gauche et du mouvement populaire ? Comment ont-elles réagi ?

D'autres secteurs populaires se sont aussi dressés contre le gouvernement, indépendamment de l'opposition de droite, que ce soit à cause d'un mécontentement spontané face à la fraude électorale, ou pour d'anciennes revendications, dont beaucoup étaient légitimes et ont pourtant été ignorées. Cela inclut par exemple l'intervention et la perturbation par le gouvernement de la véritable direction de l'organisation indigène du haut plateau, le Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu (CONAMAQ), ainsi que l'organisation de la plaine, la Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB), en conflit ouvert avec le gouvernement depuis la décision prise par Morales en 2011 - et confirmée plus récemment - de passer outre l'opposition à la construction d'une autoroute sur le territoire indigène et le parc national appelé le TIPNIS.

L'organisation féministe Mujeres Creando s'est également mobilisée contre le

gouvernement au regard de son échec à agir suite à l'augmentation de la violence de genre et à l'un des taux de féminicides proportionnellement le plus élevé sur le continent.

D'autres organisations territoriales indigènes basées dans les plaines ont été sur la ligne de front de conflits avec le gouvernement du fait de son incapacité à consulter correctement les communautés indigènes avant d'initier des projets de développement, en partenariat avec des capitaux multinationaux, pour des industries extractives telles que l'exploitation minière et l'extraction de gaz naturel. Aucune de ces revendications n'est sans importance. Aucune n'a été écoutée.

Pourtant – et c'est là un élément crucial – cela ne doit pas nous empêcher de voir le reste. Le rôle de l'opposition indépendante de gauche et indigène à Morales et au MAS était secondaire dans les événements post-électorales. Comme au Brésil, en 2013 et par la suite, même les mobilisations qui comprenaient des secteurs populaires ont rapidement été canalisées et menées par l'extrême-droite. Le mouvement a été plus que jamais récupéré.

Dans le même temps, des organisations populaires étroitement alignées avec le gouvernement – les six fédérations syndicales des cultivateurs de coca, des paysans indigènes du haut plateau et de la vallée du CSUTCB, des mineurs, du Mouvement des sans-terre, et ce qu'il reste d'organisations syndicales – ont été lentes à réagir. Ceci était également prévisible et peut s'expliquer en partie par leur incorporation quasi totale dans les appareils d'État, leur bureaucratisation et leur pacification dans ce processus, ainsi que la perte de la capacité d'indépendance critique, d'autonomie et de mobilisation. Là encore, les parallèles avec le Brésil et le PT viennent à l'esprit.

La droite semble avoir profité de ces circonstances pour faire valoir ses revendications avec une violence croissante. Comment a-t-elle agi ?

La revendication clef de la droite est rapidement passée de l'appel à de nouvelles élections et à la démission de Morales, à la demande d'incarcération du président, du vice-président et de l'ensemble du gouvernement. Des groupes violents ont incendié, en marge des manifestations de l'opposition, la maison de Morales, ainsi que celles de sa sœur Esther, de l'ex-président de la Chambre des députés Victor Borda et de l'ex-ministre des Mines, César Navarro. Le 6 novembre, lors d'un moment qui a marqué le tournant de l'opposition du centre vers l'extrême-droite, des étudiants de la principale université publique et des universités privées ont affronté la police et les mineurs partisans de Morales au cri de : « Nous sommes tous Camacho ! »

Les 7 et 8 novembre, les forces de police se sont mutinées en soutien à l'opposition, d'abord à Cochabamba puis à Sucre, Santa Cruz, Potosí, Oruro et La Paz. Selon le directeur de l'Institut d'enquête médico-légale (IDIF), Andrés Flores, six personnes ont été tuées violemment au cours des 23 jours qui ont suivi les élections du 20 octobre – deux à Santa Cruz, deux à Cochabamba et deux à La Paz. Cinq étaient des civils et un était officier de police.

Le dimanche 10 novembre au matin, Camacho a paradé sur une voiture de police à travers les rues de La Paz, escorté par la police mutinée et accompagné par les acclamations des partisans de l'opposition. Morales et le vice-président Álvaro García Linera ont fui dans la région du Chapare du département de Cochabamba, la région productrice de coca où se sont enracinés Morales et MAS, pour échapper au sort de Gualberto Villaroel, pendu à un lampadaire en 1946.

Le 18 Brumaire de Macho Camacho. Entretien sur le coup

<https://www.contretemps.eu>

d'État en Bolivie

redaction

Camacho est entré au Palacio Quemado, a placé une Bible sur un drapeau bolivien plié au sol et s'est agenouillé, annonçant que « Dios vuelva al Palacio » : « Dieu revient au palais présidentiel ». Dehors, le drapeau indigène non-partisan wiphala a été arraché des bâtiments et brûlé par les partisans de Camacho, tandis qu'ils annonçaient la défaite du communisme. La police de Santa Cruz a retiré le wiphala des uniformes.

Un sentiment ouvertement raciste, remarquablement dompté pendant la période Morales pour la première fois de l'histoire de la Bolivie, a maintenant repris son essor, de même que les idéologies réactionnaires dirigées contre les femmes et les LGBTQ+, en réalité jamais enterrées, malgré des avancées politiques et législatives importantes pour les femmes durant l'ère Morales. À côté des politiques de rue facho-macho-blanchos de Camacho (anti-féministe, suprémaciste blanche et fasciste), une autre expression de cette tendance a été la percée électorale, avec un score de presque 10 % qui l'a placé en troisième position, du docteur et pasteur évangélique Chi Hyung Chang, qui a parlé de la présence de Satan au sein du gouvernement Morales et de leur péché d'idolâtrie de la conception indigène de la Pachamama, ou Terre mère. Là encore, l'exemple brésilien occupe une place importante.

Suite à de nombreuses démissions de ministres, le chef du commandement des forces armées boliviennes, le général William Kalimán, a « suggéré » que Morales démissionne. Le dimanche 10 novembre, Morales et García Linera ont démissionné, partant en exil à Mexico deux jours plus tard, en dénonçant le coup d'État en cours et promettant que la résistance suivrait. Adriana Salvatierra, la présidente (MAS) de la Chambre haute du Congrès et Victor Borda, le président (MAS) de la Chambre basse, ont eux aussi démissionné - d'un point de vue constitutionnel, dans cet ordre, chacun aurait été dans la position de remplacer Morales comme président par intérim.

Le mardi 12 novembre, en l'absence du quorum légal - puisque le MAS, qui détient la majorité dans les deux Chambres était absent - Jeanine Áñez a été déclarée nouvelle présidente de Bolivie. La sénatrice de droite du département des plaines orientales de Beni, membre du parti de l'Unidad Democrática (Unité démocratique, UD), avait été vice-présidente du Sénat. Lorsqu'il lui a été demandé si elle accepterait la présidence, elle déclara : « Nous devons au peuple des certitudes. Ainsi, s'il y a un accompagnement par des organisations civiques, j'accepterai, mais si une autre voie est choisie, j'accepterai aussi. »

En d'autres termes, elle a accepté sans condition. Elle a ainsi été faite présidente du Sénat, puis immédiatement déclarée présidente de la République. Elle a promis de « convoquer des élections aussi vite que possible », mais son premier acte a été de faire une apparition au balcon depuis le deuxième étage du Palacio Quemado, une Bible en main, avec à ses côtés Camacho et Marcos Pumari, le leader du comité civique de Potosí. En dehors de Pumari, il n'y avait aucun autre visage indigène sur la photo.

La première réunion officielle à laquelle elle a appelé en tant que présidente était avec les commandants de la police et des forces armées boliviennes. Lors de celle-ci, William Kalimán, le commandant en chef des forces armées, et Yuri Calderón, chef de la police nationale, ont prêté allégeance à la nouvelle présidente. S'en est suivi un tweet de félicitations de la part de Carlos Mesa. Áñez a également écrit à Jair Bolsonaro, pour le remercier du soutien de son gouvernement et, le jour où les troupes de choc fascistes ont pris d'assaut l'ambassade vénézuélienne à Brasília, elle a invité le président par intérim autoproclamé Juan Guaidó à nommer un ambassadeur vénézuélien en Bolivie.

En résumé : les catalyseurs à court terme du coup d'État ont été le sentiment de fraude lors

des élections du 20 octobre – un sentiment que Mesa a contribué à créer avant même les élections puis systématiquement renforcé – avec en toile de fond le référendum de février 2016. Les mobilisations ont été principalement composées d'une classe moyenne urbaine aliénée, bien qu'elles aient inclus des secteurs populaires et le lumpenprolétariat, c'est-à-dire les forces ouvrières organisées par le capital (surtout dans la finance et l'agro-industrie de la plaine) pour mener à bien la violence fasciste.

Bien que des sections de la gauche indépendante et des mouvements indigènes aient eu des griefs légitimes à l'encontre du gouvernement, cela n'a pas façonné la dynamique politique post-électorale. Le mécontentement centriste a été canalisé et mené par l'extrême-droite, sous le visage de Camacho, avec, en définitive, le soutien policier et militaire, ce qui s'est avéré décisif.

Bureaucratisées et vidées de leur substance après presque 14 ans de gouvernance par le MAS, les organisations populaires alignées avec le gouvernement ont été incapables de répondre rapidement, indépendamment et avec suffisamment de force pour affronter la vague réactionnaire qui a attiré l'extrême-centre dans son emprise. Elles existent toujours en tant qu'organisations, avec des adhésions massives, et nous verrons bientôt ce qu'il reste de capacité à maintenir une opposition. Personne n'a contesté le fait que Morales ait gagné une écrasante majorité des voix lors du premier tour.

En prenant du recul vis-à-vis de la conjoncture immédiate des élections et du coup d'État, à quoi ressemble la dynamique à moyen terme ?

On ne peut pas comprendre les derniers événements à moins de prendre en compte la réverbération de la crise globale du capitalisme en Bolivie, ainsi que les contradictions du modèle politico-économique du néo-développementalisme extractiviste.

Tout d'abord, la popularité constante de Morales après près de 14 ans au pouvoir – n'oublions pas qu'il a obtenu plus de 45 % des voix – découle du dynamisme du nouveau modèle politico-économique parvenu à son point culminant. Selon un sondage pré-élections réalisé par Ciesmori, 36 % des Boliviens considéraient que la situation économique du pays était « bonne » et 27 % qu'elle était « normale ». 40 % pensaient que leur situation personnelle et familiale allait être « un peu meilleure » au cours de l'année, pour 15 %, « bien meilleure » et pour 13 %, « égale ».

Au bas de l'échelle de l'ordre social, cela n'est guère surprenant, étant donné que la pauvreté monétaire extrême (mesurée à moins de 2 dollars US par jour par l'indicateur tout à fait inadéquat de la Banque Mondiale) a chuté de 38 % à 18 % au cours du mandat de Morales et se situe maintenant autour de 10 % dans les villes. Dans le même temps, la Bolivie est devenue ce que la Banque Mondiale considère comme un « pays à revenu intermédiaire », dans lequel « seulement » 30 % de la population gagne moins de 4 dollars par jour. Dans le premier discours qu'il a donné en exil à Mexico, Morales a insisté sur ces progrès.

Depuis au moins le tournant conservateur du second mandat de Morales (2010-2014) – similaire, sous certains aspects, à celui de Dilma Roussef – il est clairement apparu que le projet politique en question était un projet dirigé par l'État de modernisation capitaliste par en haut ; une nouvelle version, améliorée, du Mouvement national révolutionnaire du XX^e siècle. Les visions en termes de « succès socialiste » relèvent de la pure fantaisie, la

révolution (passive) a été nationaliste. La stratégie économique du gouvernement a été tributaire d'objectifs de faible inflation, de conservatisme fiscal et d'une accumulation énorme de réserves étrangères au cours du boom des matières premières.

Depuis 2010, si ce n'est plus tôt, la politique économique et les coalitions politiques ont reposé sur des accords avec la finance, le capital multinational des hydrocarbures, ainsi que le capital étranger et bolivien agro-industriel dans les plaines orientales. En termes de finance, la période Morales a été celle de la réalisation d'énormes gains pour les banques nationales, dont les avoirs ont été multipliés par 3,6 entre 2008 et 2017, passant de 700 millions de dollars à 2,55 milliards et dont les profits durant la même période ont été multipliés par 2,7, passant de 120 millions de dollars à 330 millions annuellement. Le cœur de la base sociale du gouvernement Morales est devenu, avec le temps, une couche de la petite-bourgeoisie indigène, composée de marchands, de petits producteurs extractivistes (mineurs), de petits producteurs industriels et de producteurs moyens, impliqués dans l'agriculture commerciale pour l'export – une couche qui, dans le contexte du boom des matières premières, a connu une forte progression durant le premier mandat de Morales, modifiant ainsi la composition de classe du noyau de sa base populaire.

La logique du grand capital étranger dans les secteurs de l'extraction accompagne celle du pouvoir grandissant d'une couche petite-bourgeoise indigène et populaire. En plus de ce noyau, la base de Morales compte une couche plus large de soutiens électoraux indigènes issus des classes dominées. Plus les revenus sont modestes, plus on trouve d'indigènes et plus les chances sont grandes d'être un soutien à Morales aux élections.

En baisse par rapport à la croissance de 6,8 % atteinte en 2013, l'économie a néanmoins maintenu une croissance moyenne de 4,2 % au cours des trois dernières années – l'un des résultats les plus impressionnants de la région. Les effets subsidiaires des rentes procurées par l'extraction, réparties dans différents circuits du capital dans d'autres secteurs de l'économie à plus forte intensité de main d'œuvre (l'industrie, l'agriculture, la construction, le tourisme, etc.), un taux de chômage relativement peu élevé et le ciblage de transferts d'argent aux plus pauvres ont signifié des améliorations significatives concernant les niveaux de pauvreté, comme indiqué précédemment.

Tout ceci est important pour expliquer la popularité constante de Morales, tout comme l'est le fait qu'il soit le premier président indigène dans un pays majoritairement indigène depuis la fondation de la république en 1825. Lorsqu'il parle de son gouvernement dans des interviews et des discours, ce sont là les accomplissements dont se vante Morales.

Pourtant, l'économie bolivienne est à l'évidence très sensible aux tendances plus larges du marché mondial. Elle a par ailleurs tari ses réserves de change et exploité la dette afin de soutenir les dépenses publiques et dissimuler la réalité sous-jacente, particulièrement au cours de la dernière année pré-électorale. Comme au Brésil, le modèle néo-développemental a souffert d'une dépendance excessive envers les produits primaires ainsi que d'avoir trop reposé sur les importations devenues moins chères grâce à une devise surévaluée et d'un déclin associé de l'exportation non-traditionnelle et manufacturière. Le déficit commercial a augmenté depuis 2014, de même que le déficit fiscal et l'endettement, tandis que les réserves de change ont décliné de 2 milliards de dollars annuellement sur cette période.

On ne saurait trop souligner le fait que les mouvements sociaux et les syndicats autrefois indépendants furent cooptés, divisés et absorbés dans l'appareil d'État – ou pire, comme dans le cas des mouvements indigènes de la plaine – accusés d'être des agents de la droite

et de l'empire. Pour une économie toujours plus extractiviste, la dégradation des conditions de marché ne se traduit pas en une activité extractive en recul, mais plutôt par une course à l'amélioration des conditions favorables pour le capital multinational extractiviste, comme l'indique le piétinement, par le gouvernement Morales, du droit des communautés indigènes à une véritable consultation *en amont* des projets de développement extractif sur leurs territoires.

La dévastation socio-écologique de l'actuelle quête de modernisation capitaliste va s'intensifier. Les incendies de cet été ne se restreignaient pas au Brésil de Bolsonaro, mais incluaient 500 000 hectares de territoire bolivien. Tant que les liens du gouvernement de Morales avec l'agro-industrie restent intacts, les flammes continueront à faire leurs ravages.

Au moment où nous célébrons la récente libération de Lula de prison comme une incontestable victoire démocratique, et sans projeter sur ses années passées au gouvernement un radicalisme qu'il n'a jamais eu, nous n'avons pas besoin d'attribuer un caractère socialiste à Morales pour condamner son éviction antidémocratique du pouvoir. En effet, on ne peut expliquer le dynamisme des forces de droite et l'important soutien populaire au coup d'État « soft » qui a évincé le Parti des Travailleurs au Brésil en 2016 et conduit à l'incarcération de Lula, pas plus que le coup d'État passablement plus « dur » en Bolivie aujourd'hui, à moins de saisir les contradictions de classe sous-jacentes aux expériences de capitalisme néo-développemental qu'ont fait chacun de ces pays.

Comment ont réagi les différentes classes, populations et forces politiques, de gauche comme de droite ?

Le Mouvement 21-F, essentiellement urbain et de classe moyenne, qui a éclaté en opposition à la réponse de Morales au référendum de février 2016, est le noyau de base de Mesa. Bien que le Mouvement 21-F ait décliné une fois la campagne électorale commencée et que sept partis d'opposition aient décidé d'y participer en dépit de la controverse quant à la légalité de la candidature de Morales, les sentiments de la classe moyenne se sont rapidement transformés en action au cours des violentes émeutes anti-fraude post-élections, qui ont été récupérées, canalisées et radicalisées par ce que nous appelons l'« effet Macho Camacho Facho ».

Le cœur de l'infrastructure organisationnelle a été fourni par les comités civiques des grandes villes – en plus de Santa Cruz, Potosí, Tarija, Cochabamba, La Paz et Chuquisaca – qui sont sorties ces dernières années d'un sommeil relatif et se sont pleinement alignées sur les forces d'extrême-droite qui organisent le chaos et la violence raciste chez les jeunes. En amont des élections, ces forces se sont organisées pour faire face à une éventuelle victoire de Morales. Un autre point important a été le fait que le Comité pour la Défense de la Démocratie – dirigé par Waldo Albarracín, le recteur de l'UMSA, la principale université publique de Bolivie – qui tire ses origines de la résistance populaire à la dictature militaire bolivienne par le passé, a connu une renaissance sous une apparence libérale anti-Morales.

De façon semblable à ce qui s'est passé au Brésil sous le PT, en raison de la promotion des secteurs populaires et indigènes en Bolivie, la classe moyenne urbaine a senti un affaiblissement de son statut au cours des années Morales. Une nouvelle couche petite-bourgeoise indigène est apparue et les traditions indigènes du pays ont été depuis peu

valorisées dans le système scolaire public – même si la qualité de l'éducation publique est restée désastreuse.

Des indigènes se sont pour la première fois intégrés à la bureaucratie d'État en nombres proportionnels, tranchant avec la trajectoire traditionnelle courante pour les professionnels à la peau plus claire issus de la classe moyenne. La géographie de la vie sociale et des modèles de consommation ont changé, tout comme les espaces auparavant réservés exclusivement aux couches des classes moyennes et hautes blanches et métisses se sont relativement démocratisés – centres commerciaux, aéroports, etc. Le système subventionné de transport par téléphérique à La Paz permet, par exemple, d'effectuer le trajet entre l'El Alto populaire indigène et le sud chic de la ville en navette rapide, facile et moins chère.

Au cours de cette période, les diverses fractions du capital n'ont jamais trouvé un foyer politique naturel chez Morales et le MAS. Pendant les premières années de gouvernance du MAS, des organisations telles que le CAINCO, la principale confédération des entreprises commerciales et industrielles de Santa Cruz, ont organisé une campagne de déstabilisation totale pour renverser le gouvernement. Après avoir échoué en 2008-2010 cependant, ils ont conclu un pacte avec le gouvernement, en partenariat avec les intérêts de l'agro-industrie, de même qu'avec le capital étranger minier et des hydrocarbures.

Le capital financier entretenait des rapports similaires avec le gouvernement Morales. Tout comme dans le Brésil de Lula, tant que la rentabilité était élevée et que des alternatives politiques viables de droite n'étaient pas disponibles, ils ont appris à vivre avec le gouvernement Morales. Cependant, depuis 2014, les conditions économiques se sont détériorées, malgré la croissance en surface. Les exigences d'austérité et de restructuration émises par les *think tanks* qui représentent leurs intérêts s'intensifiaient et, contrairement à Dilma Rousseff, Morales n'a pas fait évoluer la politique économique vers une austérité affectant la base du MAS.

La réaction de Morales au référendum de février 2016 suggérait, de plus, que le capital allait de nouveau se trouver indéfiniment exclu de toute représentation politique directe. Dans ces circonstances, le capital a commencé à chercher une issue en coulisses et s'est rangé derrière ce coup d'État, soutenant la nouvelle présidente non-élue.

Comme nous l'avons suggéré, nombre des infrastructures socio-organisationnelles centrales sur lesquelles s'est appuyé l'extraordinaire cycle contestataire indigène de gauche dans la période 2000-2005, ont été affaiblies par leur incorporation subalterne dans l'État au cours de la période Morales. Cependant, il ne faut pas oublier que cette relative décomposition des capacités populaires autonomes n'exclut pas une rapide recomposition.

Les premiers signes sont déjà là, à El Alto et dans la région du Chapare de Cochabamba, mais il est encore trop tôt pour dire jusqu'où iront les efforts pour renverser le coup d'État. Quoique dans des circonstances très différentes, les dynamiques de lutte populaire en Argentine sous Macri peuvent fournir des indices sur ce à quoi il faut s'attendre. Tandis que les administrations péronistes de Néstor Kirchner puis de Cristina Fernández Kirchner ont divisé la gauche dans son rapport à l'État, l'ennemi commun qu'étaient les restructurations néolibérales de Macri a conduit à des niveaux très élevés de militantisme, du moins pendant les premières années du mandat de Macri.

De même, la gauche bolivienne s'est divisée quant à son rapport à l'administration Morales, particulièrement depuis le début de son second mandat en 2010. L'installation d'un régime

non-élu de droite épaulé par les forces armées, surtout s'il échoue à tenir des élections ouvertes auxquelles le MAS peut participer, peut à la fois introduire des mesures d'austérité néolibérales et faire face à une opposition populaire sérieuse et grandissante.

Quel rôle ont joué l'Organisation des États Américains (OAE), les États-Unis et le Canada dans l'éviction de Morales ?

L'OAE a longtemps été considéré comme une branche du Département d'État américain et c'est l'une des raisons pour lesquelles des instances régionales alternatives excluant les États-Unis et le Canada - l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) - ont été créées au cours du pic de la « vague rose » de gauche (1998-2012). Cela constituait un effort pour établir une autonomie relative de la région vis-à-vis des diktats des États-Unis et, dans une moindre mesure, du Canada, concernant la géopolitique de l'hémisphère. L'OAE a toujours été perçue, à raison, comme une expression institutionnelle du pouvoir impérial.

Dans le cas des élections du 20 octobre, l'OAE a joué son rôle de sape de la souveraineté bolivienne. « En Bolivie, il a eu un coup d'État le 20 octobre quand Evo Morales a commis une fraude électorale » a déclaré Luis Almagro, son secrétaire général, aux dirigeants réunis lors d'une session spéciale du Conseil Permanent de l'OAE à Washington, le 12 novembre. « L'armée devait agir conformément à sa mission. À l'heure actuelle, personne n'a outrepassé ce pouvoir », a-t-il ajouté.

L'OAE a politisé la procédure du processus électoral en faisant des déclarations fallacieuses sans aucune preuve concernant le comptage rapide des voix et en restreignant son commentaire à ce comptage rapide des voix sans valeur légale, ignorant le fait « c'est le décompte officiel qui a valeur légale », comme l'indique le rapport du CEPR et que « le décompte officiel n'a jamais été interrompu et a régulièrement été mis à jour en ligne sans interruption significative. »

En d'autres termes, sur la base de spéculations bien plus que de preuves, l'OAE a contribué à polariser encore davantage le contexte politique, accordant de la crédibilité à l'action de rue violente de l'extrême-droite, avec des conséquences prévisibles. Après que la police et l'armée soient intervenues au nom de l'extrême-droite et aient installé à la présidence de la république une sénatrice de l'opposition inconnue non-élue, Almagro a félicité les forces armées boliviennes d'avoir mené à bien leur mission. C'est une mascarade de diplomatie.

En dehors d'un autre geste héroïque venant de l'intérieur des services de renseignement et du niveau des informations divulguées par Chelsea Manning, il est peu probable que nous connaissions dans les prochains temps le détail et la profondeur de l'implication des États-Unis et du Canada. Nous savons, en revanche, que l'administration Trump était impliquée dans la vaine tentative de coup d'État de Juan Guaidó au Venezuela en avril de cette année, et qu'elle a accueilli le coup d'État en Bolivie avec une joie sans retenue.

« Après près de 14 ans et sa récente tentative d'outrepasser la constitution bolivienne et la volonté du peuple », peut-on lire dans la déclaration officielle de Trump, « le départ de Morales préserve la démocratie et ouvre la voie pour que les voix du peuple bolivien soient entendues. Les États-Unis applaudissent le peuple bolivien pour sa revendication de la liberté et l'armée bolivienne pour s'être conformée à son serment de protéger non pas une

seule personne, mais la constitution de la Bolivie. » Trump a également dit que la dynamique bolivienne devrait être considérée comme un avertissement adressé aux gouvernements du Nicaragua et du Venezuela, l'administration étasunienne aspirant à un « hémisphère occidental complètement démocratique, prospère et libre ».

Comme le fait remarquer Thomas Walkom dans le *Toronto Star*, on trouve des échos des déclarations de Trump dans la position adoptée par Justin Trudeau. Le 29 octobre, le communiqué officiel du gouvernement canadien précisait qu'il ne reconnaîtrait le gouvernement de Morales que s'il y avait un second tour, ce qui signifie qu'il rejetait le décompte officiel en dépit du fait que l'OAE n'a jamais apporté la preuve d'une fraude. Dans les termes d'Ottawa : « il n'est pas possible d'accepter le résultat. »

Ces déclarations contrastent avec le tweet de Bernie Sanders, condamnant ce « qui apparaît comme un coup d'État en Bolivie », le seul candidat démocrate à l'élection présidentielle étasunienne de cette année à le faire, ainsi que Jeremy Corbyn, du parti travailliste britannique, qui a diffusé un message similaire en des termes plus durs encore : « Je condamne le coup d'État contre le peuple bolivien et témoigne au peuple mon soutien pour la démocratie, la justice sociale et l'indépendance. »

Comment la gauche, en Bolivie et à l'échelle internationale, devrait-elle répondre au coup d'État ? Et, plus spécifiquement, quelle posture devrait-elle adopter vis-à-vis de Morales et de son gouvernement destitué ?

Ceux qui font partie de la gauche internationale des pays impérialistes doivent insister sur le droit des Boliviens à l'autodétermination, en dehors de toute intervention extérieure. Dans ce cas, la revendication n'est pas abstraite et, à l'intérieur de la Bolivie, cette position serait fortement appréciée par tout le monde à l'exception des *golpistas*. Cela n'induit pas qu'il faut suspendre tout scepticisme, toute critique vis-à-vis de Morales, ni avoir une vision idéalisée de sa présidence, comme le veulent certaines des interprétations les plus vulgaires. Comme le dit en plaisantant Karl Marx à Engels dans le film de Raoul Peck *Le Jeune Karl Marx* : « L'ignorance n'a jamais aidé personne. » Nous avons formulé de fortes critiques de gauche vis-à-vis de Morales, tout en essayant d'expliquer à la fois le soutien persistant dont il bénéficie et son recul prématuré.

En Bolivie, les critiques de gauche devraient reconnaître que Morales a gagné une majorité assurée au premier tour, que le MAS est à l'évidence l'entité politique la plus populaire du pays et qu'un coup d'État a bien eu lieu. Ce qui est arrivé, c'est un coup d'État et la présidence d'Áñez est illégitime et illégale.

Morales et le MAS devront faire partie de toute sortie négociée de la crise politique actuelle et leur volonté et capacité à négocier avec l'opposition n'a jamais fait aucun doute – c'est la raison pour laquelle l'opposition a insisté sur le départ de Morales et persécute aujourd'hui activement des figures clés du MAS. La gauche, en Bolivie et à l'étranger, devrait se montrer particulièrement sceptique par rapport aux conclusions de l'OAE – qui évoque une *probabilité* plus que la preuve d'une fraude – même si, dans le sillage du référendum de février 2016 et des explications étranges de la cessation de transmission en direct du comptage rapide des voix, beaucoup ont, de manière compréhensible, perdu foi dans la transparence démocratique de l'administration du MAS.

Éviter une consolidation de droite du scénario post-coup d'État impliquera une lutte

militante extra-parlementaire massive, ce qui est exactement ce à quoi ont appelé les producteurs de coca, les mineurs, les syndicats et les communautés paysannes indigènes dans les jours et semaines à venir. Les procédures institutionnelles et les manœuvres légales ne seront pas le facteur décisif dans l'issue de cette confrontation pour le pouvoir politique.

Malheureusement, dans le nouveau climat dictatorial, la presse bolivienne privée ne couvrira pas ces mobilisations, sauf pour les stigmatiser, les racialiser et les criminaliser. Quant aux médias publics pro-Morales et stations de radio locales des mineurs et des paysans, ils ont tous été saisis et fermés. Le *blackout* médiatique est l'une des tactiques clefs du régime putschiste et cela nous a poussés à réagir, en dépit d'hésitations considérables.

Ce que nous avons tenté de faire ici, pour citer le *18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* de Marx, c'est de montrer « comment la *lutte des classes* [...] créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros. »

Traduit de l'anglais par Sophie Coudray.

Jeff Webber enseigne la politique économique internationale à Goldsmith, Université de Londres (à partir de janvier, il sera à l'Université de York, à Toronto). Il est l'auteur de deux livres sur la Bolivie : *Red October: Left-Indigenous Struggles in Modern Bolivia* and *From Rebellion to Reform in Bolivia: Class Struggle, Indigenous Liberation, and the Politics of Evo Morales*.

Forrest Hylton enseigne l'histoire et la politique de l'Amérique latine à l'Universidad Nacional de Colombia-Sede Medellín et est l'auteur, avec Sinclair Thomson, de *Revolutionary Horizons : Past and Present in Bolivian Politics*.